

L'ajournement

Je désire dire tout d'abord que la publicité accordée, tant au Canada qu'aux États-Unis, à l'opération-orphelins est tout à fait incompatible avec la situation et laisse entendre que certains essaient de se faire valoir dans des conditions très troublées. Aujourd'hui, de nombreux articles de commentateurs, de journalistes et de chefs politiques de diverses parties du monde mettent en doute le bien-fondé de l'évacuation d'un grand nombre d'orphelins vietnamiens et de leur transplantation dans une autre culture, comme si c'était ce que la situation exigeait. M. W. A. Wilson, journaliste de la tribune de la presse d'Ottawa, a déclaré aujourd'hui que l'évacuation d'un si grand nombre de bébés n'était qu'un acte d'auto-glorification poussé à la démesure de redresseurs de torts mal avisés. Il disait aussi:

... personne n'a le droit d'arracher des enfants à leur propre culture et de les laisser sans racine. Ce geste n'a rien de louable: l'égoïsme personnel, l'arrogance des blancs, l'égoïsme.

En outre, dans sa chronique de la fin de semaine M. Charles Lynch disait:

Les communistes sont peut-être cruels envers leurs ennemis, mais dans tous les pays communistes que j'ai visités, les enfants sont traités avec amour et impartialité.

Puis, dans le numéro d'aujourd'hui du *Times* de New York, M. Anthony Lewis dit que nous nous leurrions si nous pensons pouvoir mettre fin au cauchemar du Vietnam et apaiser notre propre conscience en lui enlevant ses bébés.

Le ministre du développement outre-mer du gouvernement britannique, Judith Hart, a déclaré:

Il faut songer à ce qui vaut mieux pour les enfants. Il y a un système familial étendu dans le sud-est de l'Asie. Si ces enfants pouvaient retourner à un village où des membres de leur propre famille prendraient soin d'eux, il est évident que ce serait la meilleure solution.

J'ai invoqué certaines de ces vues pour souligner que les efforts en vue de supprimer la culpabilité ressentie dans le monde occidental ne sera pas chose facile. Au Canada, nous ne pouvons oublier que nous avons été un partenaire silencieux de la destruction qui s'est produite au Vietnam pendant de nombreuses années. Je voudrais citer une ou deux phrases extraites d'un ouvrage de Charles Taylor intitulé «Snow Job», et qui constitue l'une des analyses les plus complètes de la participation du Canada à la guerre du Vietnam. L'auteur dit ceci:

En dépit de belles paroles d'Ottawa sur notre rôle au Vietnam, le Canada n'a jamais été impartial ni objectif. Quelles qu'aient été nos intentions premières, très vite nous sommes devenus plus que des suppléants des Américains au sein de la CIC et de la CICS, défendant avec soin les intérêts de Washington et de Saïgon tout en nous mêlant à des activités douteuses de renseignement et en vendant aux Américains une partie des armes et des munitions qui leur ont permis d'accomplir une destruction sans précédent.

Je voudrais simplement dire ce soir que j'espère que le gouvernement canadien exécutera le programme annoncé par le ministre des Affaires extérieures et qu'il le fera d'une telle façon, en y octroyant les fonds et le personnel nécessaires, qu'il sera considéré par le monde comme un effort vraiment humanitaire pour atténuer la tragédie du Vietnam.

Pour ce qui est des adultes dont j'ai parlé plus tôt aujourd'hui, j'espère que les adultes du Sud-Vietnam qui voudraient immigrer à titre de réfugiés, seront autorisés à le faire. Mais que leur arrivera-t-il? Le Canada devrait ouvrir ses portes aux réfugiés adultes du Vietnam du Sud; mais ici encore comme dans le cas des enfants, il ne

faudrait pas que notre effort global se résume à un programme d'admission de réfugiés.

Je doute beaucoup qu'un grand nombre d'adultes soient autorisés à quitter le Vietnam. Quoiqu'il en soit, je voudrais que le gouvernement canadien demande l'avis du haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés en ce qui a trait à tout programme destiné aux réfugiés adultes. J'espère que notre programme sera appliqué de telle façon que le monde y verra une offre sincère d'aide humanitaire aux deux parties en causes au Vietnam. Comme l'a affirmé le ministre des Affaires extérieures, j'espère que le Canada réorientera ses relations internationales de manière à favoriser la modification des politiques et priorités des pays en voie de développement voulant participer au régime économique et social auquel ils ont droit. Autrement, monsieur l'Orateur, je crains que nous ne voyions d'autres situations comme celle du Vietnam dans les années à venir.

● (2210)

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, c'est peut-être une de ces rares occasions au cours de la période supplémentaire, ou même de toutes les délibérations à la Chambre, où des députés de ce côté-ci et d'en face se retrouvent parfaitement d'accord, n'était de quelques interprétations erronées de ce que nous faisons en réalité face à cette situation très tragique.

Je suis bien d'accord avec certains des commentaires que le député a faits au sujet du transport des enfants. Je le renverrais à la déclaration que j'ai faite sur cette question qui est de mon ressort, car il s'agit d'immigration. Au sujet du transport d'orphelins du Vietnam, j'ai essayé d'être aussi précis que possible en signalant que nous limitons en fait le transport de ces enfants à ceux au sujet desquels le processus d'adoption avait commencé ou était terminé, au moins dans la mesure où nous avons obtenu l'autorisation du gouvernement vietnamien pour l'évacuation et l'adoption de ces enfants, et aussi la recherche de leurs parents au Vietnam.

Ce transport s'est aussi limité aux personnes au sujet desquelles on a suivi les méthodes préconisées par les provinces, puisque la question de l'adoption relève des provinces. A une ou deux exceptions près qui sortent de l'ordinaire, et pour des raisons évidentes selon moi, étant donné la confusion qui règne par suite des événements actuels, les enfants qui ont été amenés au Canada jusqu'ici, ont tous fait l'objet de demandes d'adoption, dans certains cas plusieurs mois avant l'état d'urgence de ces derniers jours au Vietnam. Nous avons tâché de nous en tenir à cette exigence.

Ni le Canada, ni quelque pays que ce soit ne devrait, selon nous, envoyer des avions au Vietnam pour y enlever des enfants ou les contraindre à sortir du Vietnam sans avoir établi les rapports nécessaires avec le gouvernement actuel ni obtenu son autorisation et, là où les familles entrent en jeu, à leur insu ou sans s'être assurés leur concours. Voilà notre façon de penser et étant donné le surprenant point de vue exprimé par M. Wilson dans le *Journal* d'Ottawa d'aujourd'hui, c'est-à-dire que le gouvernement canadien approuverait une opération de ce genre alors que la vérité est tout autre, tout ce que je puis dire c'est que cela n'aide pas à éclaircir la situation actuelle, inévitablement confuse, vu les tragiques événements de l'heure au Vietnam.